

# Éditorial



**François Baroin**  
Président de l'AMF

## Réalisons enfin la République décentralisée !

Le nombre inégalé de démissions d'élus municipaux depuis 2014 a révélé, même à ceux qui ne voulaient ni voir ni entendre, l'impasse que constitue la vision territoriale déployée par l'État depuis tant d'années. Au lieu de soutenir, considérer et accompagner ceux qui, au plus près du terrain, répondent aux défis du quotidien et de l'avenir, l'État a fini par décourager de nombreux serveurs aussi désintéressés que fervents de notre pays.

L'AMF n'a jamais cessé d'appeler à un véritable dialogue (et non à une concertation de pure façade) sur les sujets exclusivement locaux ou partagés avec l'État, à la promotion d'une coopération intercommunale choisie et non subie tant pour les compétences que pour les périmètres, à la définition concertée des objectifs et des moyens, à la liberté accordée aux élus pour mettre en œuvre le projet présenté à leurs concitoyens.

Dans une République décentralisée, l'État devrait assumer ses missions régaliennes. Or, en matière de sécurité, un rapport parlementaire propose la confusion des rôles entre les forces nationales et les acteurs

locaux de la sécurité dans l'unique objectif de délester l'État de la charge financière au détriment de nos communes. Dans le domaine des solidarités, l'État décide de lancer un plan national de lutte contre la pauvreté. Mais sa mise en œuvre reposera en grande partie sur la mobilisation des élus locaux, sans que l'État ne leur transfère des moyens supplémentaires.

Dans une République décentralisée, l'État devrait partager avec les collectivités une ambition pour le pays, reconnaître et accompagner l'opportunité d'un maillage territorial décidé volontairement par les élus, leur témoigner de la considération, leur garantir une capacité d'initiatives et d'innovations et des moyens financiers appropriés. Cessons de tout décider d'en haut avec arrogance et de considérer nos communes comme des filiales

obéissantes de l'État !

C'est ce message en faveur du renforcement de l'autonomie locale auquel aspire les élus et les Français que l'AMF, l'ADF et Régions de France ont porté lors du premier « Rassemblement des élus pour les libertés locales », organisé fin septembre à Marseille.

**« L'État devrait accompagner l'opportunité d'un maillage territorial décidé volontairement par les élus, leur garantir une capacité d'initiatives ».**